Questions posées par les acteurs et réponses d'Enedis dans le cadre des appels d'offre RFQ-2502, RFQ-2503, RFQ-2504 et RFQ-2505

Version du 06/10/2025

Questions	Réponse Enedis
Cas d'usage	
<p>Est-ce que cet AO est amené à répondre à la contrainte de saturation de certains postes source où des offres de raccordement ne peuvent pas être proposés pour des projets PV en BT en raison de saturation technique ou saturation du S3REnR ?</p>	<p>Ces appels d'offres avec réservation de capacité sont destinés à résoudre des situations spécifiques de manque anticipé de leviers à la baisse sur les EnR HTA/HTB (cf. GT Flexibilités Réseaux RPT et RPD du 23 juin 2025), en lien avec le développement rapide de la production raccordée en BT, pour gérer des contraintes en exploitation sur le RPT. Ces situations sont indépendantes d'éventuelles saturations des capacités réservées sur les S3EnR concernés.</p> <p>Ils ne sont pas liés au projet Reflex (optimisation du dimensionnement des ouvrages mutualisés S3RENr), qui fait l'objet d'appels au marché sans réservation de capacité.</p>
<p>Doit-on s'attendre à une forte hausse de ce type d'appel d'offres dans les mois / années à venir sur d'autres postes sources avec la hausse des ENR ?</p>	<p>D'autres appels d'offres de ce type pourront ponctuellement être lancés, dès lors une information sera partagée dans le cadre du GT Flexibilités Réseaux RPT et RPD.</p>
Zone d'éligibilité	
<p>Les lots des appels d'offres semblent correspondre à un périmètre ovale autour de Vichy ?</p>	<p>Non. Attention aux homonymies de toponymes</p> <p>Les périmètres géographiques des lots correspondent chacun à des portions délimitées du réseau de distribution</p> <p>Pour chaque lot de chaque appel d'offres il est impératif de consulter la cartographie précise des portions de réseau éligibles sur le site https://flexibilites-enedis.fr/ et de tester l'éligibilité des PRM (Point de Référence Mesure).</p>
<p>Il était question à un moment d'un AO sur le poste source d'Eveaux les Bains dans la Creuse, vous confirmez qu'il ne fait pas partie des AO flexibilité BT ?</p>	<p>Les seuls postes-sources concernés sont ceux objets des présents appels d'offres</p> <p>Se référer à la cartographie précise des portions de réseau éligibles sur le site https://flexibilites-enedis.fr/ et à l'outil de test d'éligibilité des PRM (Point de Référence Mesure).</p>
<p>Est-ce qu'une zone correspond à l'ensemble des lignes de réseau BT en aval d'un poste source donné ?</p>	<p>La zone d'éligibilité est définie à partir des ouvrages en contrainte et/ou susceptibles d'influer sur la contrainte via par exemple un schéma de réalimentation. Selon les cas, il peut s'agir d'un poste-source, d'un transformateur de poste source, d'un départ HTA, d'une portion de réseau HTA.</p>
Modalités de l'appel d'offre	
<p>Quelles sont les dates limites ?</p>	<p>La date limite pour poser des questions est fixée au 21/10/2025, à l'adresse dct-flexibilites-ras@enedis.fr. Les réponses pourront être ajoutées par Enedis dans le présent recueil de questions/réponses.</p> <p>La date limite de dépôt des offres est fixée au 24/11/2026 18h</p> <p>Les contrats seront signés au plus tard le 19/12/2025 : à partir de cette signature, les titulaires seront engagés à rendre le service disponible à partir du 01/05/2026 (dans le cas particulier de l'AO Baraqueville, le mois d'avril n'est concerné que sur les années 2027 et 2028)</p> <p>Afin d'être en mesure de fournir le service au 01/05/2026, un périmètre valide de sites flexibles devra être déclaré au plus tard pour le 16/04/2026</p>

Combien de MW par lot pour chaque poste source ?	Pour chaque lot, le besoin exprimé par Enedis prend la forme d'une « cloche solaire », avec une valeur variable de 9h00 à 18h30, avec un maxima de 5 MW sur les pas de temps 13-14h et 14-15h
Y a-t-il une puissance minimale par site ?	Il n'y a pas de valeur minimale par site. Le service est rendu de façon agrégée à la maille du périmètre de flexibilité
Il n'est pas possible de proposer des offres inférieures à 1,5 MW ?	Non, l'offre doit être supérieure à la valeur minimale indiquée, sur la totalité des plages horaires. Il est en effet nécessaire que le service ait, lors de son activation, un effet observable sur le réseau
Comment ont été estimées les heures d'activation pour chaque lot ?	Le nombre d'heures (indicatif) d'activation dépend de la typologie de la contrainte et de sa probabilité/fréquence d'apparition Ce nombre est indicatif : il n'y a pas d'engagement d'Enedis à activer à hauteur de ce nombre, et ce nombre pourrait être dépassé en fonction des situations effectivement rencontrées dans l'exploitation du réseau
L'offre est-elle formulée en référence à un Programme d'Appel, comme sur le mécanisme d'ajustement ? (format d'offre dit « implicite »)	Non, l'offre est formulée sous forme d'une chronique de MW mobilisable à la baisse (similaire au format d'offre « explicite » existant sur le mécanisme d'ajustement ») Il est précisé que cet appel d'offres n'a pas d'incidence sur le processus d'envoi à Enedis des programmes de production prévisionnels pour les installations de production de plus de 1 MW, effectué dans le portail DispoRéseau
Est-il possible de déclarer des périodes d'indisponibilité de l'offre ? (disponibilité d'un actif, moindre ensoleillement)	Non, le service doit être disponible sur la totalité de la période de besoin. Le cas échéant, l'acteur devra être en mesure de substituer la puissance par d'autres sites de son périmètre de flexibilité, situés dans la zone d'éligibilité propre à chaque lot. En cas d'activation défaillante à la suite d'un ordre d'activation d'Enedis, l'acteur sera exposé aux pénalités prévues au modèle de marché
Rémunération	
Le prix d'activation est-il fixé à l'avance pour toute la durée du contrat ? Sinon, quelles sont les limites de prix d'offre en €/MWh ?	Oui, le prix de la rémunération variable est fixé à l'avance, pour toute la durée du contrat. Il correspond au prix proposé dans la réponse de l'acteur, s'il est compatible avec la valeur de réserve définie par Enedis
À quoi correspond le prix de réserve sur l'AO. Enedis a donc d'autres alternatives ?	De façon générale, Enedis peut disposer de solutions de gestion du réseau (changement de topologie du réseau, limitations directes de production au titre du contrat d'accès au réseau, déploiement de moyens mobiles de réalimentation, travaux...) en alternative au recours au marché pour un service de flexibilités locales. Dans le cas présent, se référer aux supports du GT du 23/06/2025
Y a-t-il une enveloppe globale côté Enedis allouée à cet appel d'offres ?	Oui. Enedis ne souhaite pas afficher sa propension à payer : la procédure d'appels d'offres doit permettre à Enedis d'acheter le service au meilleur prix pour la collectivité.
Le prix de réserve est-il considéré en agrégeant prime fixe et part variable, ou y a-t-il un prix de réserve pour chacun de ces deux termes ?	Comme indiqué dans le règlement de consultation, les offres seront évaluées et interclassées en tenant compte du coût global d'activation (combinant prime fixe et part variable, fonction de l'estimation du nombre d'heures d'activation), ramené à la couverture du besoin.

Dans le cas où un écrêtement de production induit une augmentation des flux de soutirage pour le site, cela conduit à une augmentation du paiement du TURPE et des accises. Le prix d'activation peut-il compenser ces coûts ?	<p>Il est en effet possible de proposer un prix variable tenant compte des coûts supportés par l'acteur de flexibilité</p> <p>La logique de signe est identique à celle existant sur le Mécanisme d'Ajustement, et rappelée dans le règlement de consultation et le modèle de marché : pour un Service à la Baisse, un prix positif implique un paiement du Titulaire à Enedis, un prix négatif implique un paiement d'Enedis au Titulaire</p>
Est-il possible de prendre en compte des actions d'augmentation de conso sur des PDL différents des sites solaires ?	<p>Le service est technologiquement neutre, et mesure de façon agrégée à la maille du périmètre de flexibilité.</p> <p>Il est donc tout à fait possible de prendre en compte des actions de modulation de consommation</p>
Bonjour, quelles sont les règles de contrôle du réalisé / baseline ?	Les règles d'établissement de la courbe de référence pour le contrôle de réalisé du service sont détaillées dans le modèle de marché
Peut-on utiliser du sous-comptage ?	Le contrôle du service sera réalisé à partir des courbes de charge issues des installations de comptage du GRD.
Quelles sont les pénalités en cas de défaillance lors de l'activation ? et en l'absence d'offre ?	<p>Le modèle de marché détaille les pénalités en cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de défaillance lors de l'activation - d'absence de périmètre de flexibilité valide en soutien de l'offre
Participation simultanée au Mécanisme d'Ajustement	
<p>La participation au MA, SSyf, NEBCO est-elle possible ?</p> <p>Les MW doivent-ils être exclusifs ?</p> <p>Comment cela s'articule-t-il avec l'obligation d'offrir au MA pour les sites d'injection de plus de 10 MW ?</p>	<p>La participation à un autre mécanisme (MA, SSyf, NEBCO) est possible, à condition que ce soit avec le même acteur.</p> <p>Le titulaire est responsable de garantir que le service de flexibilités locales pourra être rendu, quand bien même il participe à d'autres mécanismes.</p> <p>De façon symétrique, le titulaire doit s'assurer de sa capacité à rendre les autres services avec réservation de capacité, en particulier SSyf et les réserves rapide et complémentaire.</p> <p>En cas d'activation simultanée du service de flexibilités locales et du mécanisme d'ajustement, l'acteur devra suivre les principes de priorisation indiqués dans le rapport d'accompagnement de RTE et dans les règles de marché 'v2' applicables à partir de janvier 2026.</p>
Règlements financiers	
Comment est résorbé le déséquilibre généré sur l'Equilibre Offre-Demande par une activation du service de flexibilités locales ?	<p>Le déséquilibre généré sur l'Equilibre Offre-Demande est résorbé par les mécanismes assurant l'équilibre offre-demande (services système, mécanisme d'ajustement). A posteriori :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le RE des sites activés font l'objet d'une correction de périmètre - Le gestionnaire de réseau à l'origine de la contrainte supporte le cout de ces activations vis-à-vis du compte ajustements-écarts (cf article 3.Q.5 des règles RE)
Avec l'article 175 de la Loi de Finance 2025, faut-il comprendre que le producteur sera rémunéré pour le service qu'il aura rendu par Enedis et l'énergie non injectée sera elle aussi rémunérée par l'acheteur obligé (dans le cadre des mécanismes de soutien) ?	<p>En application de l'article 175 de la loi de finances 2025 et de l'arrêté du 8 septembre 2025, en effet le producteur bénéficiant d'un mécanisme de soutien Obligation d'Achat ou Complément de Rémunération sera rémunéré pour l'énergie activée à la baisse dans le cadre des services de flexibilités locales mentionnés à l'article L322-9 du code de l'Energie. Un projet de décret présenté par les pouvoirs publics en Conseil Supérieur de l'Energie le 25/9/2025 précise une limite de prix d'offre pour l'application de cette mesure.</p> <p>Le titulaire du marché de flexibilité (qui peut être le producteur ou un autre acteur) sera quant à lui rémunéré pour la prime fixe et la part variable prévues au marché. Les éventuelles relations financières entre le producteur et le titulaire ne sont pas du ressort d'Enedis.</p>

<p>Les sites mixtes (autoconsommation...) en Obligation d'Achat entrent-ils dans le cadre de l'article 175 de la Loi de Finances 2025 ?</p>	<p>Oui, la loi de finance et l'arrêté du 8 septembre ne prévoient pas de cas d'exclusion de cas particulier de sites en obligation d'achat.</p>
<p>Pour les sites de soutirage, comment se fera la neutralisation des activations sur les bilans de responsable d'équilibre ? Une correction des CDC est-elle prévue à la maille site ?</p> <p>Dans le cas contraire, y aura-t-il un barème de versement fournisseur similaire à celui existant par netting sur NEBCO ?</p>	<p>De façon identique au mécanisme d'ajustement et conformément aux règles relatives au dispositif de responsable d'équilibre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les sites de soutirage disposant d'un CARD-S et de puissance supérieure à 36 kVA feront l'objet d'une correction unitaire des courbes de charge dans le calcul des bilans de responsable d'équilibre (« Modèle corrigé »). - Les autres sites de soutirage (puissance inférieure à 36 kVA ou contrat unique) feront l'objet d'une correction agrégée à la maille du périmètre d'équilibre. Dans le cas d'un service à la baisse (correspondant à une modulation de consommation à la hausse), il n'existe pas à date de cadre réglementaire pour un versement fournisseur « inversé » (c'est-à-dire dans le sens du fournisseur vers l'agrégateur) tel qu'introduit par « netting » dans les règles NEBCO. Il n'y aura donc pas de versement <p>Il est à noter que le modèle de contrat est construit pour couvrir de façon générique les différents cas d'usage, il décrit donc le versement applicable aux effacements de consommation (concourant à un service à la hausse)</p>